Article 10

Le budget sera accompagné:

(a) d'un résumé des dépenses prévues, par chapitres distincts divisés en titres généraux appropriés;

(b) d'un tableau général des recettes;

(c) d'un tableau indiquant le montant des contributions de chaque Membre d'après le barème approuvé.

Article 11

Après adoption du budget par l'Assemblée générale et répartition de la dépense totale entre les Membres, suivant le barème adopté, le Secrétaire général communiquera aux Membres tous les documents utiles et les invitera à verser le plus tôt possible le montant de leur contribution.

V. MONNAIE UTILISÉE POUR LA FIXATION ET LE PAIEMENT DES CONTRIBUTIONS

Article 12

Les contributions des Membres sont fixées et payées dans la monnaie de l'Etat où l'Organisation des Nations Unies a son siège.

VI. UTILISATION DES CRÉDITS

Article 13

L'adoption du budget par l'Assemblée générale comporte autorisation pour le Secrétaire général d'engager les dépenses pour lesquelles des crédits ont été votés et jusqu'à concurrence du montant de ces crédits. Le Secrétaire général répartit par écrit, entre les divers articles de dépenses et préalablement à tout engagement, ordonnancement ou paiement, les crédits votés par l'Assemblée générale. Il tient registre de ces imputations ainsi que des engagements de dépenses de façon à faire apparaître à tout moment le solde disponible au titre de chaque article.

VII. CONTRÔLE INTÉRIEUR

Article 14

Le Secrétaire général:

(a) fixe les détails du règlement financier et de la procédure budgétaire de manière à assurer une gestion financière efficace et économique;

(b) fait tenir une compatibilité de toutes les acquisitions de capital ainsi que de tout le matériel neuf ou en service;

(c) il présentera aux commissaires aux comptes, en même temps que la comptabilité proprement dite, un état du matériel existant au 31 décembre 1946 ainsi que de l'actif et du passif de l'Organisation arrêté à la même date;

(d) prescrit que les paiements soient effectués sur la base de pièces comptables et d'autres documents attestant que les services ou les marchandises faisant l'objet du paiement ont bien été reçus et n'ont pas été réglés auparavant;

(e) désigne les fonctionnaires autorisés à engager les dépenses et à effectuer des paiements au nom de l'Organisation;

(f) établit un système de contrôle financier intérieur permettant d'exercer une surveillance permanente ou une révision d'ensemble effective des transactions financières, en vue:

(i) de constater la régularité des opérations d'encaissement, de sortie et de dépôt des fonds et des autres ressources financières de l'Organisation;

(ii) de vérifier la conformité des dépenses avec les prévisions votées par l'Assemblée générale;

(iii) de découvrir toute utilisation abusive des ressources de l'Organisation.

Article 15

Le Secrétaire général pourra, lorsqu'il le jugera opportun, provoquer, par voie d'annonces, des offres de soumission.

VIII. COMPTABILITÉ

Article 16

La comptabilité de l'Organisation est tenue dans la monnaie de l'Etat où les Nations Unies ont leur siège.

Article 17

Il sera établi un compte "caisse," au crédit duquel seront portées toutes les recettes de l'Organisation. Le compte "caisse" sera subdivisé en autant de catégories de recettes qu'il apparaîtra nécessaire.

Article 18

Les fonds seront déposés à un ou plusieurs comptes de banque, selon les besoins; les comptes séparés, ou les fonds spéciaux impliquant des avoirs distincts, seront inscrits aux dépenses du compte "caisse," conformément aux règles qui seront fixées quant à l'objet, aux buts et aux spécifications desdits comptes et fonds.

Article 19

La comptabilité comprend:

(a) la comptabilité budgétaire, faisant ressortir pour chaque article du budget:

(i) le crédit ouvert à l'origine;

(ii) le crédit après modification éventuelle par virement;

(iii) les engagements de dépenses;

(iv) le solde disponible.

(b) un compte de caisse montrant toutes les recettes en espèces et les paiements effectivement opérés;

(c) le compte du fonds de roulement exceptionnel;

(d) un compte de capital faisant apparaître:

(i) les acquisitions de capital;

(ii) le matériel et les installations achetés et à l'inventaire;

(e) le bilan arrêté au 31 décembre 1946.

IX. DÉSIGNATION DE COMMISSAIRES AUX COMPTES

Article 20

Les commissaires aux comptes sont choisis parmi des personnes n'appartenant pas à l'Organisation; leur mode de nomination sera déterminé par l'Assemblée générale au cours de la seconde partie de sa première session. Ils seront chargés de vérifier les comptes afférents à la période prenant fin le 31 décembre 1946.

X. DÉPÔT DES FONDS

Article 21

Le Secrétaire général désigne, après avis du Groupe consultatif d'Experts, la banque ou les banques dans lesquelles seront déposés les fonds de l'Organisation.

XI. TRANSFERS BUDGÉTAIRES PENDANT L'EXERCICE FINANCIER 1946

Article 22

Le Secrétaire général sera autorisé à opérer des virements à l'intérieur du budget pendant l'exercice financier 1946; les virements ne seront effectués que sur son autorisation écrite.

15(I). AMENDEMENTS AU RÈGLEMENT INTÉRIEUR PROVISOIRE

L'Assemblée générale décide:

Que les articles 37 et 40 et les articles additionnels J et K du règlement intérieur provisoire seront modifiés comme suit:

Article 37

L'Assemblée générale nomme une Commission consultative pour les questions administratives et budgétaires (désignée ci-après par l'expression "Commission consultative") comprenant neuf membres, dont deux au moins sont des experts financiers réputés.

Article 40

L'Assemblée générale nomme un Comité technique des contributions composé de dix membres.

Article additionnel J

A la seconde partie de la première session, l'Assemblée générale élira simultanément, conformément à l'article 75, les neuf membres de la Commission consultative sur les questions administratives et budgétaires, dont deux au moins seront des experts financiers réputés. Par un deuxième scrutin, l'Assemblée générale désignera trois de ces membres qui devront comprendre un expert financier, pour la période de trois ans prévue et, par un troisième scrutin, trois des autres membres, qui devront comprendre un expert financier, pour la période de deux ans prévue.

Article additionnel K

Au cours de la première partie de la première session, l'Assemblée générale élira simultanément, et suivant l'article 75, les dix membres du Comité des contributions. Elle désignera ensuite, par un deuxième scrutin, quatre de ces membres pour la période de trois ans prévue et, par un troisième scrutin, trois autres membres pour la période de deux ans prévue.

Trente et unième séance plénière, le 13 février 1946.

16(I). NOMINATION D'UN COMITÉ DES CONTRIBUTIONS

L'Assemblée générale:

1. *Déclare* que les personnes suivantes sont élues membres du Comité des contributions dont

le mandat est défini à l'article 42 du règlement intérieur provisoire:

Mr. Paul H. APPLEBY
M. M. BAUMONT
Mr. J. P. BRIDGEN
Mr. CHI Chao-ting
Mr. Seymour JACKLIN
Sir Cecil KISCH
M. Pavle LUKIN
M. MARTINEZ CABAÑAS
M. Nedim EL-PACHACHI
M. Nicolai V. ORLOV

2. *Déclare* que les personnes suivantes sont élues pour une période de 3 ans:

Mr. J. P. BRIDGEN
Mr. Seymour JACKLIN
M. MARTINEZ CABAÑAS
M. Nicolai V. ORLOV

et que:

M. M. BAUMONT
Sir Cecil KISCH
M. Nedim EL-PACHACHI

sont élus pour une période de deux ans.

3. *Attire l'attention* du Comité sur les paragraphes 12, 13 et 14 du rapport sur les dispositions d'ordre budgétaire et financier figurant à la section 2 du chapitre IX du Rapport de la Commission préparatoire.

4. *Demande* au Comité de lui présenter un barème détaillé de répartition des dépenses pour qu'il soit examiné au cours de la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale.

Trente et unième séance plénière, le 13 février 1946.